

Conseil Pontifical « Justice et Paix » et Pax Christi International

Conférence sur la non-violence et la paix juste

Rome, 11-13 avril 2016

## « Pensée officielle catholique sur la non-violence évangélique »

**Lisa Sowle Cahill (Boston College, USA)**

*Quelles sont les racines, la signification, la pertinence, le rôle et les pratiques de la non-violence évangélique? Quels en sont l'histoire et le contexte, de même que ses orientations récentes?*

### Survol historique

Depuis le premier siècle de notre ère, la non-violence évangélique a caractérisé le christianisme. Le disciple de Jésus vit dans le Royaume de Dieu comme l'exprime le commandement : « Aime tes ennemis et fais du bien à ceux qui te persécutent... ainsi vous serez enfants de votre Père des Cieux » (Mt 5,44-45) Par son exemple et ses enseignements, Jésus incarne l'amour, l'inclusion, le pardon, la volonté d'agir et le sacrifice. L'Église primitive n'admettait pas que ses fidèles versent le sang. Jusqu'au 4<sup>e</sup> siècle, la règle de vie chrétienne demandait la non-violence, jusqu'au refus du service militaire. Mais à partir du 2<sup>e</sup> siècle, en fait, des chrétiens ont servi dans l'armée romaine.

C'est sous le règne de Constantin, que la tradition ou la théorie de la « guerre juste » commença à se développer. Elle devint la pensée dominante au fur et à mesure que les chrétiens eurent accès au pouvoir et assumèrent des responsabilités dans le gouvernement et le pouvoir politique. On en arriva à produire l'idéologie de la croisade, où l'on soutenait que la violence était mise au service de l'Évangile. Les deux théoriciens de la « guerre juste » furent Augustin (et son maître Ambroise) au 4<sup>e</sup> siècle et Thomas d'Aquin (13<sup>e</sup> siècle). Les deux reconnaissent un appel à la non-violence dans l'Évangile. Mais Augustin la limitait à un désir intérieur d'amour tout en déclarant que la paix nécessite la guerre. Thomas d'Aquin pensait que la guerre pour défendre le bien commun est justifiable à l'intérieur de certaines limites précises. Pour Thomas d'Aquin, la non-violence devait être le fait des membres du clergé, qui imitent le Christ sur l'autel. Cependant on gardait un idéal de paix qui se traduisait par des mouvements comme « la paix de Dieu » et la « trêve de Dieu ». Cet idéal a persisté pendant tout le Moyen-Âge et jusqu'au temps modernes. Au 13<sup>e</sup> siècle, François d'Assise franchit les lignes de front entre les armées pour aller

prêcher l'Évangile au calife d'Égypte. Au 16<sup>e</sup> siècle, Érasme (Desiderius Erasmus Roterdamus) décrit la guerre comme inhumaine et impie. Il déplore la violence venant de ceux qui disent agir au nom de Dieu. Il pense que la paix est essentielle pour que notre vie soit bénie. Ainsi la guerre doit être évitée à tout prix.

Même si, historiquement, la théorie de la guerre juste a constitué la ligne directrice de l'enseignement catholique sur l'utilisation politique de la force, elle est toujours restée secondaire par rapport à l'engagement des chrétiens pour la paix. La théorie de la guerre juste voulait surtout limiter la guerre et non la légitimer. Le *Catéchisme de l'Église catholique* (1992, n. 2309) n'endosse pas la théorie de la guerre juste.

Dans la pensée sociale de l'Église et les enseignements pontificaux, on insiste beaucoup plus sur la non-violence et la paix que sur la justification de la force. Plus récemment, les papes Pie IX, Léon XIII et Pie X ont apporté leur appui personnel et se sont efforcés d'être des médiateurs non-violents dans les conflits internationaux. Très important à cet égard, je mentionne le pape Benoît XV, un Italien élu en 1914, au début de la Première guerre mondiale. Même si les évêques italiens appuyaient la guerre, et que les catholiques dans le monde étaient divisés à son sujet, Benoît XV, dans sa première encyclique, déplora l'horreur des armes de guerre modernes. Benoît XV pensait que la théorie de la guerre juste ne faisait qu'excuser la guerre et ne prenait pas en compte la guerre moderne dans sa réalité. Il demanda une trêve de Noël en 1914. Il ouvrit un bureau pour faire le lien entre les prisonniers et leurs familles. Il affecta les faibles ressources du Vatican aux secours d'urgence. Pendant la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, comme ses prédécesseurs, Pie XII portait bien haut l'idéal de la paix, comme un fruit de la spiritualité, de la justice et de la charité.

Cependant, dans ses messages de Noël de 1944, 1948 et 1956, Pie XII parle du critère de la guerre juste quand il affirme le droit des nations à se défendre si elles sont attaquées injustement. La Constitution pastorale *Gaudium et Spes*, de même, affirme le droit des gouvernements à « la légitime défense quand on a épuisé tous les autres moyens de règlement pacifique d'un conflit » (n. 79). Dans la doctrine sociale de l'Église, suite à Vatican II, il est paradoxal de voir que c'est au 20<sup>e</sup> siècle que l'on a vu diminuer l'insistance sur « la guerre juste ». Depuis les années 1960, la doctrine officielle de l'Église, avec unanimité, a toujours déplorée les destructions et désastres causés par la guerre. Pour l'Église, la guerre est un échec moral. Même si la théorie de la juste guerre n'a pas été officiellement rejetée, aucun pape depuis le Concile n'a approuvé la guerre ou essayé de défendre le principe que la guerre peut être juste. En fait, les critères de la guerre juste, si appliqués strictement, devraient éliminer la possibilité d'une guerre moderne « juste ». La doctrine catholique admet encore qu'on utilise la force quand il y a danger pour la vie humaine, la sécurité publique, l'ordre social. Mais les récentes déclarations officielles ont toujours insisté

sur la non-violence, et sur l'incompatibilité entre la violence et l'implantation d'une justice sociale.

Les papes Jean XXIII, Paul VI, Jean Paul II, Benoît XVI et François ont tous souvent dénoncés les horreurs et brutalités de la guerre. Jean Paul II, Benoît XVI ont tous fait écho au cri de Paul VI : « Jamais plus la guerre, plus jamais ! »

La résolution des conflits, par des moyens non violents, est devenue la priorité des papes, des autres responsables catholiques et des organisations catholiques officielles. Par leurs enseignements, leurs engagements et des actions symboliques, ils ont contribué à construire la paix. L'Église catholique demande que la résolution des conflits passe par des moyens pacifiques, non-violents et démocratiques. Elle insiste que le seul chemin vers la paix véritable est celui de la participation sociale, économique et politique pour les personnes et les institutions. En relation avec d'autres institutions sociales, la contribution particulière des catholiques à la tradition chrétienne de la non-violence évangélique est de mettre l'accent sur des efforts constructifs et concrets pour bâtir la paix dans la non-violence. Il ne faut pas simplement répudier la violence, ou refuser de participer au débat politique (comme dans la contre-culture). Selon la parole de Paul VI : « Si tu veux la paix, travaille pour la justice » (Message pour la Journée de la paix, 1972).

### Focus (élément central) : La priorité de l'évangile de la non-violence depuis Vatican II

La Constitution pastorale *Gaudium et spes* (1965) et l'encyclique de Jean XXIII *Pacem in terris* (1963) ont été écrites à l'apogée de la guerre froide, alors qu'on voyait émerger la menace des armes nucléaires. Les superpuissances utilisaient la terrifiante équation de « destruction mutuelle assurée ». Nous étions au bord d'un désastre planétaire. Les deux textes se demandent s'il ne faut pas reconsidérer la question des critères de la guerre juste. Et Jean XXIII pose explicitement la question : « Il est contraire à la raison de tenir que la guerre est un chemin convenable pour restaurer des droits qui ont été violés » (*Pacem in terris*, n. 127; *Gaudium et spes*, nn. 78-80). *Gaudium et spes* légitime les guerres défensives. Jean XXIII ne les exclut pas totalement. Mais les deux textes sont d'accord pour dire que la guerre moderne entraîne d'inimaginables destructions. Ils voient la course aux armements comme une cause d'injustice dans le monde. On y examine la guerre et sa préparation pour conclure qu'on ne peut moralement les approuver (*Pacem in terris*, nn. 112-13; *Gaudium et spes*, nn. 80-81).

La base et le cœur de ces deux documents, cependant, ne sont pas l'examen de la guerre. Il s'agit de la proclamation d'une paix inspirée par l'Évangile et la non-violence, capable d'instaurer confiance durable entre les nations. Jean XXIII fait

appel tant au « fidèle chrétien » qu'aux « hommes de bonne volonté ». Il prie pour que le Christ bannisse tout ce qui met la paix en danger et qu'il transforme tous les hommes en témoins de la vérité, de la justice et de l'amour fraternel. « En plus de s'occuper du bien-être matériel de leurs peuples », les leaders doivent « aussi leur garantir le plus beau des cadeaux, la paix » (n. 171). *Gaudium et spes* parle aussi dans les mêmes termes de la non-violence évangélique. Louangeant tous ceux qui renoncent à l'usage de la violence pour faire valoir leurs droits, le texte du Concile appelle tous les chrétiens à pratiquer « la vérité dans l'amour » (Éphésiens 4,15). Il demande de se joindre à tous les vrais artisans de paix en se faisant les avocats de la paix (n. 78). La pratique de la non-violence étant une règle de vie humaine et authentiquement chrétienne, le Concile reconnaît pour la première fois le droit individuel à l'objection de conscience au port d'armes.

Paul VI, Jean Paul II, Benoît XVI et François ont tous bâti leurs arguments à partir de cette lancée du Concile. Ils ont souligné les tensions venant d'une tradition qui historiquement justifiait la guerre. Ils ont fait la promotion de la paix comme l'accomplissement du travail de justice sociale. Ils ont développé ce chemin de paix avec un langage qui fait ressortir le contraste entre la guerre et la paix non-violente. Ils en arrivent à exclure toute action violente. Ils marginalisent et même abandonnent l'argument qu'une guerre défensive est juste. Jean Paul II apporte l'idée d'un devoir d'intervention humanitaire (sans exclure l'une de la force armée). Ils accentuent le lien entre les œuvres pratiques de justice (« le développement »), la non-violence et la paix. Ils parlent aussi des raisons écologiques pour ne pas faire la guerre. Ils demandent une conversion sociale. Avec le pape François, l'Église recherche un partenariat interreligieux, interculturel et international.

Paul VI souligne que « la réconciliation est le chemin de la paix » (1975, Message pour la Journée de la Paix) : « Plus de guerre, plus jamais la guerre ! La paix, seulement la paix, doit guider la destinée des peuples et de l'humanité » (Discours aux Nations-Unies, 1965). Paul VI espère, avec *Gaudium et spes*, que la guerre sera éventuellement interdite par les lois internationales (1975, Message pour la Journée de la Paix). Avec des paroles qui ne laissent aucun doute, il écrit « l'Église ne peut accepter la violence, spécialement celle qui vient de la force des armes » (*Evangelii nuntiandi*, n. 37, 1975). Paul VI cite Gandhi en exemple pour souhaiter que la non-violence devienne un principe d'action tant au niveau national qu'international (1976, Message pour la Journée de la Paix). Cependant, Paul VI semble accepter la légitimité des révolutions armées pour contrer des atteintes graves à la dignité humaine et au bien commun (*Populorum progressio*, n. 31). La contribution principale de ce pape est d'insister sur l'unique chemin vers la paix : qu'ensemble les partenaires sociaux s'engagent ensemble à en finir avec l'injustice. Paul VI demande qu'on mette en place des institutions politiques et sociales stables et

participatives. Les nations et les peuples les mieux nantis ont une responsabilité spéciale. « Si vous voulez la paix, travaillez pour la justice » (1972 Message pour la Journée de la Paix, citant le synode des évêques sur la justice de 1971 *Justicio in mundi*, n. 6). Il ajoute le mot fameux : « Le nouveau nom de la paix, c'est le développement ». Mais il n'encourage pas le commerce international sans réglementation des néo-libéraux (*Populorum progressio* n. 87).

Jean-Paul II proclame tout aussi clairement : « La violence est un mal, un mensonge. La violence est l'ennemi de la justice ». (Homélie à Drogheda, Irlande, n. 18-20, 1979, cité dans le *Compendium de la Doctrine sociale de l'Église*, 2006, n. 496). Comme ses prédécesseurs, le pape Jean Paul II constate que la violence conduit à plus d'injustice. Il déplore aussi l'ampleur des arsenaux de guerre. Jean Paul II ajoute à ce que disait Paul VI par un appel à la solidarité et à un engagement actif en faveur du bien commun. C'est pourquoi le message pour la journée de la paix de 1987 s'intitule : « Développement et solidarité : deux clés pour la paix ». Cependant les années 1990 ont produit des catastrophes humanitaires qui n'ont suscité que l'apathie et l'inefficacité internationale. On pense à l'ancienne Yougoslavie, au Rwanda et à la Somalie. De nouveau le pape rappelle le nouveau concept de « l'intervention humanitaire » (2002, Message pour la Journée de la Paix, n. 11). En parlant de la Bosnie, il affirme : « Quand les populations succombent sous les attaques d'un agresseur injuste, les Nations n'ont plus le « droit à l'indifférence ». Leur devoir est de désarmer l'agresseur, si tous les autres moyens se sont révélés inefficaces. (Discours au Corps diplomatique, 16 janvier 1993).

Dans la même ligne, et répondant à des événements contemporains, Jean Paul II est d'accord qu'une nation se défende contre le terrorisme (2002, Message pour la Journée de la Paix, n. 5). Il tient cependant que le chemin le meilleur est le pardon et la coopération interreligieuse. Cependant, mis devant l'éventualité d'une prochaine guerre du Golfe et d'une invasion américaine de l'Irak, Jean Paul II rejette la possibilité de la guerre et la qualifie de « déclin pour l'humanité » (Discours au Corps diplomatique, 1991, n. 7). Il qualifie la guerre de « défaite pour l'humanité » (Discours au Corps diplomatique 2003, n. 4). Rejetant l'idée que la guerre soit inévitable, dans les deux cas il demande le dialogue et la diplomatie en accord avec les lois internationales.

Benoît XVI repose la question fondamentale : Est-ce qu'une guerre juste peut se faire de nos jours. Il est d'accord que la guerre en Irak était injuste et note que les armes modernes causent la mort chez les non-combattants (Agence de nouvelles Zenit, 2003, Le cardinal Ratzinger à propos des versions réduites du Catéchisme). « La violence ne vient jamais de Dieu » (Mot à l'Angélu, 2007). En refusant nommément la violence et en acceptant la non-violence évangélique, le pape Benoît XVI appelle le

commandement « Aime ton ennemi » sa « Magna carta » (sa loi fondamentale). La non-violence n'est pas qu'une stratégie convenable pour les chrétiens. Elle n'est pas non plus une forme d'obéissance à une loi étrangère (hétéronome). La non-violence est « une manière de vivre, l'attitude de quelqu'un qui est convaincu de l'amour et de la puissance de Dieu, qui n'a pas peur d'affronter le mal avec les seules armes de l'amour et de la vérité » (Mot de l'Angélus, 2007; voir aussi Message du Vendredi saint, 2011). « La violence est contraire au Royaume de Dieu » (Mot de l'Angélus, 2012). Et, visitant le Cameroun, Benoît XVI affirme que toute religion authentique rejette la violence sous toutes ses formes (« Le message salvifique de l'Évangile doit être proclamé », 2009).

Néanmoins, comme son prédécesseur Jean-Paul II, Benoît XVI est d'accord avec l'intervention armée humanitaire sous la rubrique « responsabilité de protection » (Discours à l'Assemblée générale des Nations-Unies, New York, 2008). Comme Jean Paul II, Benoît XVI parle d'intervention humanitaire, ou de la responsabilité de protéger, dans des contextes internationaux comme une intervention de l'ONU, ou une intervention d'une coalition internationale. Forcement, l'usage de la force armée fait partie de ces interventions. Aucun des deux papes ne rejette cette possibilité. Cependant, Benoît XVI manifeste un certain scepticisme quand à l'usage de la violence pour aller à l'encontre de la violence, quand il écrit dans *Caritas in veritate* que la responsabilité de protéger doit être mise en œuvre de « de façon innovante » (n. 7, 2009).

Benoît XVI marche sur les traces de Paul VI et de Jean Paul II quand il dit que le développement social et économique fait partie de la solution aux problèmes sociaux. C'est le meilleur moyen de prévenir les injustices et d'y porter remède. Il reprend continuellement ce point de la doctrine sociale de l'Église dans ses Messages pour la Journée de la Paix (2009, 2010, 2011) et en fait l'argument central de *Caritas in veritate*, une encyclique écrite pour commémorer *Populorum progressio*.

Sans surprise, le pape François réaffirme tous ces thèmes, souvent avec les mêmes mots. Il conjure les divers participants à un conflit international de chercher la paix par le dialogue, la réconciliation, la négociation et le compromis. Il fait appel à plusieurs reprises en faveur de la non-prolifération des armes et au désarmement, surtout s'il s'agit des armes nucléaires. Dans une prière pour la paix en Égypte, François redit que « la vraie force du chrétien est la force de la vérité et de l'amour, ce qui veut dire le rejet de toute violence. La foi et la violence sont incompatibles ! ». La force du chrétien est « la force des doux, la force de l'amour » (Mot à l'Angélus, 19 août 2013). Comme Jean Paul II et Benoît XVI, Francis est confronté à la possibilité d'une intervention militaire en Syrie par les superpuissances, américaine et

française, le pape François insiste : « La guerre conduit à la guerre ! La violence conduit à la violence ! » (Mot à l'Angélu, 31 août 2013).

Développant ce thème, François ajoute :

*« Ma foi chrétienne me demande de regarder la Croix. La violence n'est pas une réponse à la violence. On ne doit pas répondre à la mort avec le langage de la mort. Dans le silence de la Croix, le brouhaha des armes s'éteint. On entend alors le langage de la réconciliation, du pardon, du dialogue et de la paix. Ce soir, je demande au Seigneur que nous chrétiens, de même que nos frères et sœurs d'autres religions, et chaque homme et femme de bonne volonté, nous élevions la voix pour clamer : « La violence et la guerre ne sont jamais un chemin vers la paix ! » La guerre révèle toujours nous avons failli à faire la paix. C'est toujours une défaite pour l'humanité. Laissons résonner en nous ces mots de Paul VI : « Jamais plus l'un contre l'autre, jamais, jamais ! Jamais plus la guerre, jamais plus la guerre ! ... La paix ne peut venir que de la paix, une paix jamais séparée des exigences de la justice mais qui vient avec le sacrifice personnel, la clémence, la miséricorde et l'amour. »*

François continue :

*« Le pardon, le dialogue, la réconciliation, voilà le vocabulaire de la paix dans cette Syrie bien-aimée, dans le Moyen-Orient, dans le monde entier. »* (Veillée de prière pour la paix, Syrie, 2013)

Après la publication de *Laudato si*, où il fait le lien entre la guerre et la destruction écologique (n. 56), le pape François supplie les Nations-Unies, à New York, d'appuyer le développement équitable tout en protégeant l'environnement. Il dénonce l'hypocrisie de ceux qui parle de paix tout en fabriquant des armes. Il reproche aux dirigeants internationaux de ne pas trouver de solutions aux conflits planétaires, spécialement au Moyen-Orient (Discours à l'Assemblée générale de l'ONU, 2015).

Il y a une certaine ambiguïté dans la position du pape François quant à l'utilisation de la force. Il y a un dilemme quant au comment éliminer une organisation terroriste internationale, l'auto-proclamé État islamique (EI en anglais : IS ou ISIS). En août 2014, dans une parole non-officielle, le pape dit aux journalistes que le dialogue avec Isis ne doit pas être considéré comme une cause perdue. (Référence internet...) Cependant, « Je peux seulement vous dire qu'il est licite d'arrêter un agresseur injuste. Je souligne le mot 'arrêter'. Je ne dis pas de le bombarder, de faire la guerre. Je dis de l'arrêter. Comment arrêter ? Il faut discuter et évaluer par quels moyens. »

<http://www.nationalreview.com/corner/385672/pope-francis-iraq-kathryn-jean-lopez>). (Référence internet en Anglais).

Normalement, « arrêter une attaque armée » veut dire mettre en œuvre une intervention humanitaire, ou une opération pour se défendre personnellement, ce qui suppose prendre les armes contre un agresseur violent et très dangereux. Allant peut-être plus loin que Jean Paul II et Benoît XVI, François ajoute qu'il n'appuie pas l'usage des bombes et de la guerre. On ne sait pas s'il envisage l'attaque limitée de quelques cibles bien choisie ? Ce qui serait une violence de dernier recours. Ou bien, le pape pense-t-il aux forces de la paix, aux protestations non-violentes de la société civiles, ou à des interventions des leaders religieux du monde musulman et des confessions religieuses pour arrêter l'adhésion de nouveaux membres à EI ( l'État Islamique)? En mars 2015, Silvano Tomasi, alors observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'ONU à Genève, a approuvé une intervention militaire contre ISIS, mais pas en Syrie. Il a appliqué les critères traditionnels de la guerre juste. Il a demandé que l'on cherche d'abord une solution politique. Il a rappelé aux chefs d'État et à leurs représentants que l'inaction conduirait à une culpabilité morale, semblable à l'inaction lors du génocide au Rwanda. Tomasi a mis en garde que chaque intervention doit être faite sous l'autorité des Nations-Unies et avec la participation des États musulmans du Moyen-Orient. (<http://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-vatican-idUSKBN0MA0WX20150314>). (Référence internet en Anglais).

C'est dire que la tension continue !

Les derniers papes appuient la non-violence évangélique de façon nouvelle et plus visible en étant attentifs à ce que les analyses éthiques, les enseignements de l'Église et son idéal et ses normes bien connus sont une chose. Mais c'est une autre affaire quand il s'agit de la volonté politique pour se soumettre à ces normes. Il ne suffit donc pas de condamner la violence. Il faut y ajouter le travail énorme de la conversion des cœurs et des esprits. Il faut aussi faire la démonstration qu'une solution non-violente est vraiment possible. C'est pourquoi *Laudato si* fait usage de prière et de poésie, invoque les saints et les héros, multiplie les références aux conférences épiscopales, appelle à une spiritualité et à un engagement interreligieux. L'encyclique *Laudato si* est accompagnée d'une vidéo produite par le Vatican illustrant la beauté et les dangers qui menacent « notre maison commune ». L'Église veut mobiliser les nations, les peuples, les communautés, les membres des diverses traditions religieuses. L'Église veut réveiller l'imagination, inspirer une découverte de nouvelles identités, élargir notre vue sur le monde.

Dans cette ligne, il faut noter que les actions publiques des derniers papes vont au-delà de « l'enseignement » dans le sens « documents et déclarations ». Des actions



symboliques, la créativité de certains évènements rejoint des gens de confessions religieuses différentes et font un pont sur les divisions qui engendrent la violence. Un exemple, c'est la veillée de prière pour la paix en Syrie que le pape François a organisé sur la Place Saint-Pierre en septembre 2013. Plus de 100,000 artisans de paix l'y ont rejoint alors que les leaders internationaux discutaient d'une éventuelle action militaire. Un autre exemple, est la prière de trois papes à la suite, Jean Paul II, Benoît, François, au Mur Occidental (« Mur des lamentations ») de Jérusalem, vestiges des fondations du Second Temple. Les photos ont été diffusées dans le monde. Elles représentent la contrition des chrétiens par rapport aux souffrances causées aux Juifs, aussi bien qu'un espoir de paix entre les Israéliens et les Palestiniens. Ce même message a été aussi envoyé au monde par la visite, controversée, que François a fait au « mur de séparation » à Bethléem.

Même si le point central de cette conférence a été de vous présenter les papes d'après Vatican II, nous devons admettre que les agents officiels, les « enseignants » les plus importants de la non-violence évangélique, sont les évêques locaux, leur clergé, les religieux, les agents de pastorale, les catéchistes, les volontaires paroissiaux, les membres des communautés de base. Vivant dans un contexte local, leurs vues sur les situations est souvent différente que celle des enseignants officiels qui vivent au Vatican. Ils ont aussi un point de vue différent de celui des leaders internationaux qui détiennent le pouvoir d'utiliser les arsenaux militaires (et même la force de la paix de l'ONU) contre des plus faibles agresseurs. Voici quelques exemples.

À Medellin(Colombie) en 1968, la Conférence des évêques d'Amérique Latine a dénoncé, comme source majeure de violence, le soutien des autorités politiques aux élites oppressives. Les évêques ont reconnu que l'injustice structurelle de la société est une forme de « violence institutionnalisée ». La Conférence a souhaité une Église qui non seulement est non-violente, mais en solidarité avec les pauvres. En 1983, les évêques des États-Unis ont réfléchi sur leur contexte de vie à l'intérieur d'une superpuissance. Ils ont adhéré à la non-violence évangélique dans la première partie de leur lettre pastorale *The Challenge of Peace (Le défi de la paix)*. Dans la deuxième partie de la lettre, ils ont appuyé la politique de « strictly conditioned » (sous conditions précises) de la dissuasion nucléaire qui en danger des millions de vie et la santé de la planète entière. Cependant en 1993, une « lettre anniversaire » (?) *The Harvest of Justice is sown in Peace (On récolte la justice quand on a semé la paix)* va plus loin que de critiquer la théorie de la guerre juste, la théorie des « vertus pacifiques ». La lettre souligne que la non-violence est potentiellement un outil pour aider les débats politiques et les décisions gouvernementales.

En 2009, les délégués au Synode des Conférences Épiscopales de l'Afrique de l'Est (AMECEA) ont établi un lien entre les conflits violents et les divisions religieuses, la récession économique, la mauvaise gouvernance, la corruption et les crises écologiques, le VIH/SIDA et le manque d'évangélisation et de spiritualité ... avec de fortes racines culturelles et chrétiennes. Il ne suffit pas de promulguer la doctrine sociale de l'Église. La promulgation n'est pas un remède qui convient. La vraie évangélisation doit inclure les petites communautés chrétiennes, les familles, l'éducation, le dialogue œcuménique et interreligieux, la participation des femmes et des jeunes. En 2014, les évêques d'Afrique de l'Est ont parlé de la crise au Soudan du Sud. Tout comme les derniers papes, ils ont cité la Bible. Dieu nous confie un mandat de paix. Le Christ appelle à la réconciliation. Ils ont demandé d'arrêter les hostilités. Ils ont aussi fait appel au soutien humanitaire international, à une intervention au nom du peuple du Soudan dont les droits humains sont violés, à la sécurité pour les réfugiés, à la participation de toutes les parties dans les négociations.

En 2014, la Conférence des évêques de rite romain dans les régions arabes (CELRA) a témoigné des conditions horribles et du degré de souffrance en Syrie et en Irak. Faisant écho aux messages du pape sur leur situation, ils affirmaient que « sans vraie réconciliation basée sur la justice et le pardon mutuel, il n'y aura pas de paix. » Ils maintiennent « le droit des opprimés à l'auto-défense ». Plus encore, ils supplient la communauté internationale d'utiliser une force proportionnelle pour mettre fin à l'agression et à l'injustice contre les minorités ethniques et religieuses. Finalement, le Synode des Évêques à Rome, 2015, sur la famille a lancé un appel pour la résolution des conflits au Moyen-Orient, en Afrique et en Ukraine. Ils parlent « d'indicibles atrocités » et de « conflits sanglants » qui perdurent pour des années. Mais ils affirment aussi leur conviction que la paix sans l'usage de la force est possible. « La réconciliation est le fruit de la fraternité, de la justice, du respect et du pardon. »

Nous pourrions écrire longuement sur les organisations internationales qui militent pour la paix, *Caritas Internationalis*, *Catholic Relief Services*, *Catholic Peacebuilding Network*, *le Conseil pontifical pour la Justice et la Paix*, *la Communauté Sant'Egidio*, *les Missionnaires Maryknoll*, *Franciscains International*, *le Réseau jésuite pour les réfugiés*, *Pax Christi International*, *Renew International and Peacebuilders Initiative*. Ils sont tous unis autour de la non-violence évangélique.

(<http://cpn.nd.edu/resources-for-scholars-clergy-and-practitioners/international-catholic-peacebuilding-organizations/>)(Référence internet en Anglais...)

Ces organismes travaillent pour créer les conditions de paix qui vient de la justice. Ils sont engagés dans des moyens pratiques de promouvoir la non-violence. Ils travaillent souvent dans des milieux sociaux violents. Ils sont d'accord pour prendre

des risques au nom de l'Évangile. Ils sont des ponts dans les divisions ethniques, raciales et religieuses. Ils donnent corps à la tradition et à l'action de l'engagement social catholique. Ils aident à tracer les plans actuels et futurs de l'engagement au service de la non-violence évangélique. Ces organismes connaissent leurs forces pour réussir.

### Conclusion

Les derniers enseignements de la doctrine sociale catholique ont mis l'accent sur la non-violence évangélique. Mais l'enseignement officiel ne parle pas d'une seule voix. **C'est pourquoi plusieurs interprétations de l'enseignement officiel sont possibles.** Par exemple :

1. Un manque de cohérence sur le point de vue catholique, venant sans doute des contextes historiques différents et des intérêts en jeu.
2. L'interprétation des textes pontificaux sont soumis à une « rhétorique créative », à des interventions pastorales selon les problèmes posés, à un manque d'effort pour formuler une analyse complète et une théorie cohérente des obligations et normes éthico-politiques.
3. Dans la tradition augustinienne, une profonde et réelle ambiguïté quant à la responsabilité chrétienne face à un monde qui s'écroule, que l'on trouve dans les enseignements de l'Église et dans les réponses pratiques.
4. Un accord nuancé mais certain de la théorie de la guerre juste dans l'enseignement catholique, en ajoutant toujours des appels à la non-violence et que les critères de la guerre juste doivent être strictement appliqués.
5. Un déplacement certain de la théorie de la guerre juste vers l'adhésion à la non-violence évangélique... même si des vestiges récalcitrants de la première théorie refont toujours surface.

Sans vous dire si une des interprétations suivantes est juste, **je vous offre cinq hypothèses quant à l'orientation que prendra l'enseignement catholique sur la non-violence.**

Ces hypothèses proviennent de l'état actuel de l'enseignement social catholique sur la non-violence. Elles ne sont pas une présentation de changements souhaitables.

1. Le cœur de l'identité chrétienne, et donc du message catholique sur la non-violence, c'est de se donner avec tout son cœur à vivre l'Évangile et le Règne de Dieu. Donner priorité à l'amour, à la compassion, à la réconciliation et à la « miséricorde » à un niveau existentiel. S'engager dans des pratiques non-violentes en faveur de la justice et de la réconciliation.

2. Approcher les situations de conflit avec cette mentalité : il y a moyen de mieux faire. Comme le pape François a dit à Saint Égidio en 2014 : « La guerre n'est jamais une nécessité. Elle n'est pas inévitable. Il y a toujours moyen de mieux faire, de trouver un autre chemin ».
3. Laisser la possibilité d'utiliser la violence « sur la table de discussion » mais ne pas chercher dans l'Évangile des raisons de débattre de la violence ou de justifier son emploi (il y a tellement d'autres qui s'en occupent).
4. Plus largement, ne pas travailler à raffiner ou à élaborer la théorie de la « guerre juste selon les chrétiens ». Ne pas en faire un projet de la doctrine sociale catholique. Plutôt remplacer cette théorie par une théologie et une éthique de la paix et du travail des artisans de paix (comme celle de « la paix juste »).
5. Reconnaître que le succès politique de la non-violence évangélique dépend d'une conversion sociale générale du grand public et de sa mobilisation. Essayer de promouvoir des actions à la base (« grassroots activism »), de créer des réseaux (« networking ») et de poser des actions symboliques publiques qui font avancer dans cette direction.